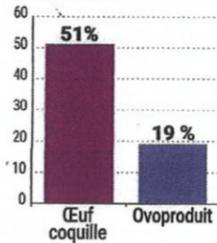


ÉVOLUTION DES IMPORTATIONS FRANÇAISES

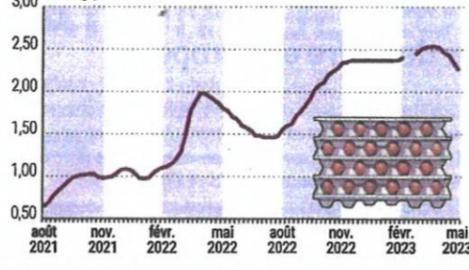
En 1 000 tonnes équivalent œuf entre 2021 et 2022



Source : Itavi

ÉVOLUTION DU PRIX DES ŒUFS DESTINÉS À L'INDUSTRIE

En €/kg, par semaine



Source : TNO établie par Les Marchés

Au niveau mondial, la Rabobank anticipe une baisse modérée et des prix toujours élevés alors que la grippe aviaire devient endémique sur la plupart des continents.

Des dissensions dans la filière

Pour les industriels de l'œuf, la période est stressante. « On est pris en étau entre des clients mécontents de l'envolée des tarifs et le comportement de certains éleveurs », confie l'un d'entre eux aux Marchés. Car si la TNO des œufs industrie établie par Les Marchés a progressé de 33 % entre Pâques 2021 et Pâques 2022 (et même triplé en deux ans), elle n'est le reflet que du marché spot. Certains éleveurs sous contrat voient ces prix d'un œil envieux et plusieurs opérateurs nous ont rapporté des ruptures abusives, l'éleveur décidant d'offrir ses œufs sur le marché spot; des procédures judiciaires auprès des tribunaux commerciaux sont du reste en cours dans plusieurs départements. Dans le même temps, les acheteurs d'ovoproduits sont confrontés à des hausses de prix qu'ils peinent à répercuter auprès de la grande distribution. Plusieurs dirigeants de casseries s'inquiètent de la santé financière de leurs clients, constatant des retards

TOUJOURS TROP D'ŒUFS BIO

Alors que les autres codés connaissent une pénurie depuis plusieurs mois, la situation reste bien distincte pour le bio. « Les pouvoirs publics ont promu une montée en gamme à marche forcée en France, mais le retournement de la situation que l'on connaît depuis un an n'était pas anticipé ! La baisse des ventes d'œufs bio en 2022 continue, voire s'amplifie en 2023, alerte Yves-Marie Beaudet, président du CNPO. On accompagne certains élevages bio pour se tourner vers le plein air, mais c'est économiquement et moralement difficile pour les éleveurs. » Il faut dire que le bio n'est pas épargné par l'inflation, avec un coût de production en hausse estimé par plusieurs opérateurs à 3,20 € par kilo. Certes, le prix des matières premières bio était parfois moins inflationniste que le conventionnel, mais la nouvelle réglementation de janvier 2022 impliquant un aliment 100 % bio a enregistré d'importants coûts supplémentaires et pertes de production. Ces dernières semaines, les exploitations bio situées en Vendée sont rentrées de nouveau en production, alourdissant un marché très fragile.

de paiement de plus en plus fréquents, sans parler de relations commerciales qui se dégradent au fur et à mesure des retards de livraison.

Une autonomie fluctuante

Dans ce contexte de manque d'œufs, la balance commerciale française se dégrade. Excédentaire en 2020 et 2021, elle est redevenue négative en valeur (-79 M€ en 2022 contre +17 M€ en 2021) et en volume (-43 000 t contre +10 000 t en 2021), selon le CNPO. Pour la première fois depuis 2012, la France n'a pas été capable d'assurer son autonomie en œufs et

ovoproduits avec un taux d'approvisionnement calculé à 96,2 points par l'Itavi.

L'Espagne, notre principal fournisseur, n'a pas tiré parti de la pénurie française puisque ses envois ont reculé de 9,5 % l'an dernier, sur fond de manque de disponibilités de l'autre côté des Pyrénées où les éleveurs ont limité les mises en place par suite de l'envolée des coûts de production. En revanche, jackpot pour la Pologne qui a plus que quadruplé ses envois pour devenir notre second fournisseur. « La France ne comptait jusqu'alors que pour 2 à 3 % des débouchés des œufs polonais. En 2022, cette part

est montée à 8 % », complète Simon Fourdin, directeur du pôle économie de l'Itavi.

Les volumes en provenance d'Ukraine

Mais au niveau européen, la rupture de 2022 est l'irruption de volumes ukrainiens. Plusieurs fabricants français d'ovoproduits nous ont garanti rester dans des cahiers des charges « œufs origine UE ». Néanmoins, il est probable que certains utilisateurs aient importé des ovoproduits fabriqués en Espagne, en Italie ou en Pologne à partir d'œufs coquille ukrainiens. Historiquement, l'Union européenne comptait peu dans les débouchés de l'Ukraine. Mais le poids de l'UE dans les exportations ukrainiennes est passé de 10 à 52 % en 2022 pour les œufs coquille et de 50 à 90 % pour les ovoproduits. La suppression des droits de douane dans le cadre du soutien au pays envahi par la Russie, mais aussi les difficultés du transit via la mer Noire expliquent ce regain d'attractivité de l'UE. Pour la filière, ces marchandises qui comblent une pénurie sont bienvenues, mais les opérateurs se montrent très inquiets pour la suite. Les œufs ukrainiens sont produits dans des cages qui ne sont pas au même niveau de réglementation qu'en UE, et donc bien plus compétitifs. Pologne, Slovaquie et Hongrie ont d'ailleurs pris des interdictions fin avril. La question des importations reste critique pour l'amont français. Car, alors que l'inflation incite les opérateurs de l'agroalimentaire à limiter les coûts, certains pourraient être tentés de traîner à repasser les cahiers des charges en œufs communautaires ou « pondus en France ». ●

Virginie Pinson